

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

ALLOCUTION

DE

S.E. M. MOUSSA FAKI MAHAMAT
PRESIDENT DE LA COMMISSION
DE L'UNION AFRICAINE

A

**La Réunion du Groupe de Contact de l'Union Africaine sur
la Libye**

(19 Mai 2020)

Excellence Monsieur le Président du Groupe de Contact de l'UA sur la Libye

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat membres du Groupe de contact,

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,

Distingués représentants des pays membres du Groupe de contact,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite dans un premier temps exprimer mes vifs remerciements à Son Excellence le Président Denis Sassou N'Guesso, Président de la République du Congo, Président du Comité de Haut Niveau et du Groupe de Contact de l'Union Africaine sur la Libye, pour avoir convoqué cette réunion dans un contexte marqué par un défi sans précédent qu'est la pandémie du COVID-19.

Notre rendez-vous aujourd'hui vient témoigner de notre engagement continu et notre solidarité totale avec le peuple frère de Libye. Ce peuple frère affronte à la fois les tourments d'une guerre de plus en plus ravageuse et les conséquences de la propagation dramatique du coronavirus.

Nous nous réunissons aujourd'hui afin d'examiner la situation en Libye à partir d'un prisme régional et international, conformément au mandat qui nous a été confié aussi bien par la Conférence de Berlin que par le Comité de haut niveau sur la Libye dont la dernière réunion s'est tenue à Oyo les 11 et 12 mars 2020.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Depuis notre dernière rencontre, les rapports et les informations provenant de la Libye, continuent de faire état de l'affluence de

mercenaires et de combattants étrangers, en très grands nombres. Le flot de nouveaux équipements militaires et armes sophistiquées fournis aux deux parties en toute violation de l'embargo sur les armes imposé par les Nations Unies, n'ont jamais cessé. Ils se sont même accrus. Ces activités illégales du point de vue du droit international compromettent toutes les initiatives pour rétablir le dialogue entre les libyens et promouvoir une solution politique de la crise.

De telles violations approfondissent la fracture sociale et la fragmentation des rangs, dans un pays en proie à une multitude de facteurs de divisions politiques, économiques, régionalistes, tribales et idéologiques. La montée sans précédent des discours incitant à la haine et au recours à la violence et à la revanche est symptomatique de ce déchirement fratricide.

Les affrontements militaires en cours, la fermeture des champs pétroliers depuis le mois de janvier 2020, la nouvelle pandémie et les mesures préventives contre sa propagation, notamment le confinement et le couvre-feu décrétés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du pays, ont eu un très lourd impact sur la situation économique et humanitaire déjà précaires en Libye. Les revenus du pays, reposant essentiellement sur la rente pétrolière, ont drastiquement chuté.

La situation humanitaire s'est plus que jamais dégradée. Toutes les manifestations de graves violations des droits de l'homme sont observées à une large échelle. Les détentions arbitraires, les tortures basées sur le faciès, les disparitions forcées, les mauvais traitements infligés aux migrants et réfugiés, sont devenus la norme.

Devant cette situation tragique on ne peut se permettre de rester aphone, inerte, paralysé. Aussi, j'ai associé ma voix aux nombreux appels émanant de la communauté internationale, notamment celle du Secrétaire Général des Nations unies pour la cessation des hostilités pendant le mois sacré du ramadan et le retour au dialogue, seule voie pour une solution politique durable à la crise dans ce pays.

De plus, j'ai appelé à la cessation des interférences extérieures dans les affaires intérieures en Libye, conformément à la déclaration de Berlin du 19 Janvier 2020 où, tous les participants se sont engagés à soutenir la fin des combats, à s'abstenir de toute intervention dans le conflit et à observer l'embargo sur les armes tel que décidé par la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité des Nations unies. A notre grand regret, des rapports divers révèlent que ces engagements ne sont pas honorés.

Pour sa part, l'Union Africaine continue d'œuvrer pour la mise en œuvre des décisions pertinentes de ses organes compétents et la déclaration de Berlin qui le mandatent pour l'organisation de la Conférence de Réconciliation Nationale inter-libyenne, dans le strict respect des principes d'inclusion et de large représentativité.

L'Union Africaine veille à prendre part activement à toutes les réunions du comité de suivi de la Conférence de Berlin et des groupes de travail y afférents. Elle co-préside actuellement le groupe de travail sur les questions sécuritaire et militaire.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La gravité de la situation que je viens de rappeler nous impose de devoir de passer des paroles aux actes. Je sais que c'est plus facile

à dire qu'à traduire dans les faits mais nous ne pouvons plus nous suffire des déclarations incantatoires.

Nous devons, sans attendre mettre en œuvre nos décisions prises à Brazzaville et à Oyo. L'accélération du processus de la conférence de réconciliation doit être considérée comme l'une des voies par lesquelles nous devons chercher à peser sur le cours tragique des événements et non une simple conséquence de la cessation des hostilités militaires. Il est temps de mettre fin à cette mécanique de la destruction et de la mort. Il est aussi grand temps que les chevaliers de la paix et la réconciliation rivalisent avec les fauteurs de guerre

Je vous remercie